



## bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 15 - vendredi 6 novembre 2009

### Dans ce numéro :

- Faux débat sur l'identité nationale, crise politique, indépendance du monde du travail
- Il y a vingt ans, le début du basculement du monde

## Faux débat sur l'identité nationale, crise politique, indépendance du monde du travail

Besson essaie de parader. Pendant qu'il fait le sale boulot de la chasse aux sans-papiers, son mentor lui a enfin confié la petite heure de gloire qu'il espérait en supportant les quolibets. En portant le "*grand débat sur l'identité nationale... pour renforcer notre cohésion nationale et réaffirmer notre fierté d'être Français*", il voudrait réussir un coup à trois bandes pour le compte de son chef : continuer à vider le fond électoral du FN, approfondir la crise du PS jusqu'à l'explosion, et détourner les préoccupations du monde du travail. Car derrière ce sale jeu électoraliste, s'accumulent tous les éléments d'une crise politique que Sarkozy voudrait éviter dans une fuite en avant démagogique, ajoutant lui-même son couplet venu tout droit des années trente et quarante "*La France a un lien charnel avec sa terre...*".

Une éditorialiste inquiète de *La Tribune* titrait la semaine dernière "*L'identité nationale, outil rouillé*", avant d'expliquer "*qu'à force de compter sur les mêmes mécanismes, on commet des erreurs. Le pays ne se sent pas en campagne électorale. Les gens s'inquiètent pour leur emploi et l'avenir de leurs enfants : à se voir resservir de l'identité nationale réchauffée, ils vont trouver qu'on se paie leur tête.*"

En effet, ce faux débat, comme la démagogie sécuritaire relancée par Hortefeux, sert à faire diversion au moment où le pouvoir traverse une crise politique grave : les mésaventures judiciaires de Clearstream, des Pasqua, Chirac, et maintenant Flosse ; les calculs ratés qui se retournent contre l'équipe de l'Élysée avec le fils Sarkozy et le neveu Mitterrand ; les affrontements à répétitions entre membres du gouvernement. Et puis, il y a les ratés parlementaires autour du budget, la fronde des barrons de la droite, les Juppé, Raffarin et Cie, qui ne peuvent plus assumer sans rien dire la politique de Sarkozy, trop ouvertement favorable au Medef.

Car si l'unité de la droite est en train de craquer, malgré tout ce qu'a fait Sarkozy pour contrôler et mettre à son service l'UMP, c'est bien qu'il y a une crise profonde : ses mesures faisant payer la crise du capitalisme à la population ne trouvent aucune légitimité dans l'opinion. Sarkozy en reçoit les effets boomerangs de tous les côtés.

C'est bien cela qu'il s'agit de démontrer largement aujourd'hui pour redonner confiance aux travailleurs et affaiblir davantage le pouvoir, qui ne tient que parce que ses oppositions parlementaire et syndicale sont en-dessous de tout. Il s'agit bien de renvoyer dans les cordes ceux qui entonnent les rengaines moisiées de la nation, alors que la finance internationale a fait exploser depuis bien longtemps les frontières, en luttant pour les problèmes qui nous préoccupent, ceux des besoins et exigences de la population, des droits des travailleurs.

### Identité de gauche... ou de classe ?

Besson s'est félicité un peu vite que "*les Français se sont emparés du débat*". En réalité, on a surtout entendu le FN furieux et le PS dans la confusion. D'abord saisi entre paralysie et indignation, il en rajoute maintenant dans le nationalisme, avec Ayraut qui demande de meilleurs équipements pour les soldats en Afghanistan.

***Débat révolutionnaire*** est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf  
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : [dr@npa-debatrevolutionnaire.org](mailto:dr@npa-debatrevolutionnaire.org)

---

Ségolène Royal, elle, assume jusqu'au bout d'être le miroir de la droite décomplexée. Elle aussi en rajoute autour de cette "question centrale" pour "reconquérir les symboles de la nation", déclare-t-elle dans une interview au *Parisien*, se mettant en concurrence avec son ancien conseiller.

Besson fait penser à la psychologie politique de certains "socialistes" de l'entre-deux-guerres, comme Marquet ou Déat. Arrivistes anticommunistes, ils combattaient la lutte des classes, se référant à de soi-disant solides "valeurs" et "principes" de gauche. Sous les coups violents de la lutte des classes de cette époque, les principes de la République et des droits de l'homme avaient fini par prendre leur contenu le plus ouvertement bourgeois : l'ordre, l'autorité et la Nation. Marquet était devenu en 1934 ministre dans un gouvernement de droite, aux côtés de Laval et Pétain, avant de les suivre jusqu'au fascisme dans le gouvernement de Vichy.

Royal n'a pas, certes, la trajectoire de Besson, mais elle se revendique de ce que "*la nation est à l'origine un concept de gauche*". Que de similitude dans les raisonnements ! Ces arguments usés jusqu'à la corde ont été joués et sur joués mille fois par la gauche, et le plus souvent pour le pire : l'unité nationale pour la guerre de 14-18 s'était faite au nom de la République, des droits de l'homme et de la démocratie, comme les guerres coloniales. Ils ne peuvent pas cacher qu'il s'agit pour elle aussi, de défendre l'ordre avant tout, même s'il se voudrait un ordre plus social.

C'est par ce républicanisme qu'au sein de tout l'arc de la gauche, ils se tiennent encore les uns aux autres par la main... jusqu'aux dirigeants de la gauche antilibérale qui eux-aussi semblent toujours prêts à reprendre cette rengaine indignée. Bien sûr, tous ont dénoncé le calcul électoral, le calendrier du "débat" qui voudrait parasiter la campagne des régionales, la course aux électeurs du FN, la politique raciste et l'hypocrisie de Besson et Sarkozy, etc. Mais une fois tout cela dit, ils s'engouffrent les uns et les autres dans le cadre du "débat".

On a pu lire cette interrogation surprenante dans *L'Humanité* : "*Et si, finalement, l'offensive de la droite... se retournait contre elle, en contribuant à une clarification idéologique salutaire sur les fondamentaux de la République ?*", avant de revenir à cette idée qu'il y aurait deux natures dans la République bourgeoise, avec un "*héritage républicain forgé depuis la Révolution française par les forces progressistes et les luttes populaires*", offrant ainsi les acquis des luttes du mouvement ouvrier contre la bourgeoisie et l'État républicain... à cet État lui-même !

Jean-Luc Mélenchon est sur les mêmes bases : "*Si la France a une identité collective assumable par chacun c'est la République. Pour ma part, je dis toujours, d'un trait : 'ma patrie républicaine'. Ce qui veut dire qu'à mes yeux la France est là où sont ses principes. Ce qui s'est vu à Londres en 1940.*" (lu sur son blog).

Avec leur opération, Sarkozy et Besson, en situation de faiblesse, entraînent nombre de leurs opposants sur le terrain de l'unité républicaine, l'identité collective qui prétend réunir exploités et exploités, alors que la population a besoin d'une rupture pour défendre ses intérêts de classe opprimée.

## **Pour une politique des travailleurs indépendante**

Le PS puis le PCF, depuis des décennies, pour justifier leur intégration aux institutions, ont largement embrouillé cette question, tournant le dos aux explications de Marx pour qui la République qui s'est construite ici au 19<sup>ème</sup> siècle, entre la Révolution de 1789 et l'écrasement de la Commune de Paris en 1871, était la forme sous laquelle la bourgeoisie avait forgé son État contre les travailleurs. Marx affirmait, et la 1<sup>ère</sup> Internationale avec lui, que les travailleurs n'ont pas de patrie. C'est bien cette idée qu'il faut faire vivre pour construire une politique indépendante pour les travailleurs. A l'heure de la crise globale et mondialisée du capitalisme, les travailleurs ne sont protégés par aucune frontière, par aucune "identité nationale". Les patrons français sont les mieux payés d'Europe. Le chômage, la misère, les licenciements frappent ici comme dans tous les autres pays.

Il est regrettable que le PCF et J.L. Mélenchon se fourvoient encore aujourd'hui sur cette question, entretenant la confusion entre nation, république, et intérêt de classe. On ne peut défendre en même temps les intérêts des classes populaires, des travailleurs avec ou sans papiers, et la République. Les deux sont incompatibles. Les salariés qui ont occupé leurs usines pour s'opposer aux fermetures ont clairement fait l'expérience, face à la police, que l'État républicain défend l'ordre et la propriété privée des capitalistes.

Les antilibéraux se retrouvent face à cette contradiction. Pour soutenir jusqu'au bout les luttes des travailleurs, comme celles des milliers de travailleurs sans papiers en grève pour obtenir leur régularisation, c'est bien la République qu'il faut contester, c'est-à-dire cet État bourgeois et impérialiste, qui opprime le monde du travail et les peuples. On ne peut prétendre gérer les institutions... et les combattre en même temps, le PCF en a fait l'expérience à plusieurs reprises.

On touche là une divergence de fond dans la discussion qui se mène aujourd'hui entre antilibéraux et anticapitalistes et qui trouve son expression pratique dans la question de l'indépendance avec le PS et les Verts, et dans celle du refus de gérer les exécutifs régionaux.

L'unité est nécessaire et utile à condition qu'elle se fasse sur la base de cette indépendance de classe. Alors seulement

---

elle contribue à donner confiance aux travailleurs dans leur propre intervention pour que se construise une conscience de classe, libre de toute attache à une quelconque institution ou un exécutif qui viendrait faire pression sur eux, au nom de ce qui serait possible, de l'ordre, du respect du droit et de la propriété bourgeoise.

Sans cette liberté, cette indépendance de classe, impossible de lutter pour l'interdiction des licenciements, pour le partage du travail entre tous, pour la nationalisation de la finance sous le contrôle des travailleurs, toutes revendications qui sortent de la légalité républicaine. Impossible aussi de contester le droit de l'État à fermer ses frontières et à sélectionner ses membres selon le bon vouloir des patrons et gouvernants. Notre programme s'en trouverait ramené à un soutien partiel aux luttes des travailleurs, à une régularisation des sans-papiers en fonction de critères décidés par l'État, à une capitulation.

La seule réponse au faux débat de l'identité nationale est bien de le rejeter. Sa fonction est de créer une solidarité entre tous les tenants de l'ordre bourgeois pour mieux y enchaîner le monde du travail. Nous y opposons une solidarité de classe, celle de l'unité pour une politique indépendante et internationaliste. Les mesures d'urgences vitales pour le monde du travail ne connaissent pas de frontières ou de nations. Lutter pour elles aujourd'hui, c'est préparer le monde sans frontière de demain.

**François Minvielle**

[Au sommaire](#)

## **Il y a 20 ans, le début du basculement du monde...**

Il y a vingt ans, le 9 novembre 1989, c'était la chute du Mur de Berlin, de cette monstrueuse barrière qui séparait en deux, en même temps que populations, familles et amis, l'ancienne capitale allemande.

A l'occasion de la commémoration de l'événement, les représentants des classes dirigeantes tentent de redonner du crédit à l'idée que le système capitaliste serait le système de la « liberté » face au « totalitarisme communiste ».

Il y a vingt ans en effet, la chute du Mur de Berlin, puis, dans les trois mois qui suivirent, l'effondrement des dictatures stalinienne dans les pays de l'Est, suscitèrent une véritable liesse parmi les populations. Des manifestations de masse précédèrent ou accompagnèrent ces bouleversements au point que les media purent parler, avec une certaine crédibilité, de révolutions pour la liberté.

Aujourd'hui, le sens de ces événements apparaît plus clairement. Ils furent la conséquence des choix des dirigeants de la bureaucratie soviétique, à la tête de laquelle Gorbatchev s'était imposé 4 ans auparavant. Ils s'inscrivent dans le processus qui a conduit à la restauration du capitalisme en URSS par la bureaucratie elle-même. A la fois étape et prélude de la mondialisation capitaliste, ils apparaissent comme le signal de la fin de la période qu'avait ouverte la révolution russe et la grande vague révolutionnaire qui avait ébranlé le monde capitaliste après la première guerre mondiale.

Lors du débat qui a réuni à Berlin, en ouverture des cérémonies de commémoration, George Bush, Helmut Kohl et Mikhaïl Gorbatchev, chacun d'eux a tenu à souligner le rôle personnel qu'il avait joué à l'époque et les liens qu'ils avaient entretenus alors, confirmant ainsi qu'à l'origine de ces événements, il y avait, fondamentalement, une entente entre dirigeants impérialistes et dirigeants soviétiques. Au point que l'ancien président des Etats-Unis, Bush, s'est senti obligé de préciser : *« Néanmoins, les événements de 1989 n'ont pas été initiés à Bonn, Moscou ou Washington, mais dans les coeurs et les esprits de gens privés depuis trop longtemps des droits que Dieu leur avait accordés ».*

Le monde, selon Bush, serait simplement revenu à son ordre naturel... celui de Dieu, pour ne pas parler du capitalisme.

### **Des régimes anti-ouvriers, haïs de la population**

Le Mur de Berlin, les dictatures stalinienne dans les pays de l'Est, étaient, contrairement à ce que leur dénomination de « démocraties populaires » laissait entendre, l'expression du caractère réactionnaire et anti-ouvrier de la bureaucratie soviétique. Ces régimes étaient le résultat de la guerre froide, de la rivalité entre la bureaucratie soviétique et les dirigeants impérialistes, mais dans le cadre de l'entente contre les peuples que les mêmes avaient conclue à la fin de la deuxième guerre mondiale, à Yalta, Postdam et Téhéran.

Une peur commune des révolutions qui s'annonçaient à la fin de la guerre avait déterminé les dirigeants des deux plus grandes puissances impérialistes de l'époque, Churchill pour la Grande Bretagne et Roosevelt pour les Etats-Unis, et Staline à conclure une alliance dans le but d'assurer l'occupation militaire et l'étouffement de toute possibilité de révolte sur tous les territoires ennemis ou occupés par les armées ennemies. Un partage du monde déterminé pour l'essentiel

---

par les rapports de forces, l'avancée des armées, mais dont l'objectif était le même. La population allemande fut soumise pendant plusieurs mois à des bombardements intensifs qui transformèrent les villes en amas de ruines, puis à la domination de 4 puissances occupantes (URSS, Etats-Unis, Grande Bretagne, France) dont les armées furent abreuvées d'une propagande chauvine et revancharde visant à rendre coupable toute la population des crimes du nazisme. Berlin qui avait été occupée par les seules troupes soviétiques fut partagée, en raison des accords signés à Postdam, en 4 secteurs. Les autres pays de l'Est furent occupés par l'armée soviétique qui aida à mettre en selle des gouvernements comprenant des représentants des anciennes classes dirigeantes, propriétaires fonciers, aristocrates et bourgeois, et des régimes dictatoriaux d'avant-guerre.

Une fois les dangers de révolution écartés dans cette partie du monde, l'impérialisme américain voulut, dès la fin de l'année 1947, soustraire à l'influence de l'URSS les territoires qu'elle avait reçus en partage à Yalta, comptant en particulier sur l'attrait du plan Marshall. En quelques mois, Staline, à l'aide des moyens de répression les plus féroces, imposa dans tous les pays de l'Est, sauf en Yougoslavie où il ne put le faire, des régimes dictatoriaux dirigés par les partis communistes, eux-mêmes soumis au contrôle du KGB et régulièrement épurés. Toute la population fut soumise à un régime de terreur. La bureaucratie stalinienne n'avait pas d'autre moyen pour maintenir ces pays dans sa zone d'influence et c'est pour les mêmes raisons qu'elle y imposa aussi l'étatisation de l'économie et un strict contrôle du commerce extérieur.

L'Allemagne fut au centre de la guerre froide, puisque divisée entre le secteur soviétique, à l'est, qui allait devenir la RDA, et les secteurs occidentaux, à l'ouest, qui s'unifièrent à cette époque sous l'égide des Etats-Unis et allaient devenir la RFA, mais aussi dans la partie occidentale de Berlin, une enclave dans la zone d'influence soviétique. L'URSS tenta d'abord d'isoler Berlin ouest de la RFA par un blocus, qui dura près d'un an de juin 1948 à mai 1949, avant que les deux Etats indépendants ne se mettent en place. Puis en 1961, face à l'impossibilité d'empêcher les exodes massifs qui se faisaient par Berlin de l'est vers l'ouest, les dirigeants de la RDA firent construire, à partir de la nuit du 12 au 13 août 1961, sous surveillance militaire et policière, cette double muraille longue de 155 kilomètres, hérissée de miradors et de postes de gardes, qui partagea Berlin en deux jusqu'en 1989. Plus d'un millier de personnes aurait perdu la vie en essayant de la franchir.

## Une gestion commune pour assurer la fin de la guerre froide

Les révoltes ou les révolutions ouvrières qui éclatèrent dans les pays de l'Est, en particulier au moment et juste après la mort de Staline, en Allemagne de l'Est en 53, en Pologne et en Hongrie en 56, en Tchécoslovaquie en 68 et, à plusieurs reprises en Pologne, indiquent à quel point ces régimes y étaient ressentis par leurs populations comme une oppression étrangère et sociale.

C'est aussi ce qui explique pourquoi ils se sont effondrés aussi rapidement. Mais s'il y eut des mobilisations populaires, parfois importantes, à la fin de l'année 1989, ce ne sont pas celles-ci qui furent décisives dans les bouleversements qui s'accomplirent à cette époque. Si les révoltes ouvrières avaient ébranlé durablement ces dictatures, comme ce fut le cas en Pologne et même en Hongrie malgré la répression sanglante de la révolution de 1956, nulle part on ne put voir de véritable révolution en 1989.

Dans son livre consacré à ces quelques mois, Kohl raconte comment Gorbatchev, invité en juin 1989 dans la résidence d'été du chancelier allemand, lui avait fait comprendre que l'URSS ne s'opposerait pas à une réunification de l'Allemagne.

Le 25 septembre à Leipzig, dans l'ancienne Allemagne de l'est, 8000 personnes, en majorité des jeunes, bravèrent la répression en osant manifester ouvertement. Ils étaient 20 000 le 2 octobre et 70 000 le 9. Mais le 7 octobre 1989, profitant des cérémonies du 40<sup>ème</sup> anniversaire de la RDA, Gorbatchev s'était invité à Berlin-est. «*La vie se charge de punir sans délai ceux qui prennent du retard.*», y proclama-t-il. La phrase qui condamnait implicitement l'hostilité du dictateur de la RDA, Honecker, au changement, fut diffusée dans l'ensemble du bloc soviétique. A partir de ce moment, les manifestations furent massives dans toutes les grandes villes d'Allemagne de l'Est et dix jours plus tard, le dictateur allemand Honecker démissionnait.

Moins de trois mois plus tard, tous les anciens régimes des pays de l'Est avaient disparu : « révolution de velours » en Tchécoslovaquie, le 29 novembre, « révolution » roumaine, du 21 au 25 décembre, révolution soigneusement orchestrée qui organisa le renversement du sinistre dictateur Ceausescu, pour le remplacer par des dirigeants « démocratiques », issus de l'appareil même de l'ancien régime. Quelques mois plus tard, le 3 octobre 1990, ce serait la réunification de l'Allemagne.

Le 2 et 3 décembre 1989, à Malte, Bush et Gorbatchev annonçaient d'une même voix, en même temps que la fin de la guerre froide, leur volonté, face aux risques de débordements populaires et d'instabilité politique que pouvaient susciter tous ces bouleversements, d'une « *transition graduelle et maîtrisée en Europe* ». Une gestion commune, en somme, même si elle fut parfois chaotique, de la réintégration de cette partie du monde dans le marché impérialiste, conséquence la plus visible des transformations qui, en URSS même, allaient conduire à la restauration du capitalisme.

---

## **La première vague révolutionnaire à l'échelle mondiale étouffée par la réaction bourgeoise et bureaucratique**

Vingt ans après la chute du Mur, on peut voir clairement comment ces bouleversements ont donné le signal d'un véritable basculement pour la planète entière. La reconfiguration du monde qui a commencé à s'opérer à ce moment-là est caractérisée essentiellement par la pénétration des trusts et de leurs Etats dans les parties du monde qui leur échappaient jusque alors, ouvrant une nouvelle période d'expansion de la domination capitaliste.

C'est une démonstration à rebours de la force propulsive de la révolution russe.

Non seulement, pendant 70 ans, il fut impossible à l'impérialisme mais aussi à la bureaucratie de rétablir la propriété privée capitaliste en URSS, mais l'existence de l'URSS, alors même qu'elle était sous le joug d'une bureaucratie qui avait étouffé la révolution, permit aux peuples qui s'étaient libérés de l'oppression coloniale par leurs luttes, de garder une certaine indépendance par rapport au marché impérialiste.

La force de cette révolution, c'est celle que lui donnaient l'initiative des masses, l'expropriation qu'elles firent des classes dirigeantes, la conscience qu'elles avaient de mener un combat international pour en finir avec l'exploitation. Elle fut étouffée par la violence de la réaction bourgeoise qui écrasa, avec l'aide des partis sociaux-démocrates, les révolutions ouvrières qui éclatèrent à la suite de la révolution russe, à la fin de la Première guerre mondiale, en Allemagne et en Hongrie en 1919. Partout en Europe, il y eut de grandes luttes, comme à Barcelone en 1919 ou en Italie en 1920, mais nulle part, la classe ouvrière ne put l'emporter ailleurs qu'en Russie.

Livrée à elle-même et à l'arriération du pays, la révolution russe fut étouffée par une bureaucratie dont l'existence s'explique essentiellement par la faiblesse de la classe ouvrière, seule à même de faire vivre une véritable démocratie, dans un pays dont 80% de la population était paysanne.

Mais même après qu'elle eut réduit les masses ouvrières et paysannes au silence, au début des années 1930, au terme de ce qu'on pourrait appeler une véritable guerre civile à rebours, la bureaucratie n'osa pas opérer une restauration du système capitaliste. C'est dans le cadre des rapports sociaux hérités de la révolution qu'elle était contrainte d'exercer son pouvoir et ses privilèges, se sentant menacée par l'impérialisme mais aussi et surtout par un sursaut de la classe ouvrière qui aurait pu balayer ses privilèges de caste usurpatrice.

C'est pourquoi Staline et la bureaucratie jouèrent un rôle contre-révolutionnaire à l'échelle internationale, éliminant une génération entière de révolutionnaires, contribuant à écraser la révolution espagnole de 1936, faisant alliance avec l'Allemagne nazie en septembre 1939 jusqu'à ce que Hitler, en 1941, se retourne contre l'URSS, puis aidant au maintien de l'ordre impérialiste à la fin de la guerre, par l'entente de Yalta.

Voilà, à grands traits, les événements qui avaient configuré le monde dont 1989 a annoncé la fin. La première grande vague de révolutions ouvrières prétendant au renversement de la bourgeoisie à l'échelle internationale, issue du développement impétueux du mouvement ouvrier à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, avait pu être jugulée sans que l'impérialisme réussisse pour autant à rétablir sa domination sur l'ensemble de la planète.

Le prix à payer de cette défaite de la classe ouvrière dans les années 1920-1930 fut le fascisme, la deuxième guerre mondiale et l'affermissement du stalinisme, l'élimination de toute perspective socialiste révolutionnaire et internationaliste. A la place s'imposa dans le mouvement ouvrier une caricature odieuse des idées communistes, le socialisme dans un seul pays, le culte du chef et de sa prétendue infailibilité, le culte de l'Etat. C'est ce drapeau qu'adoptèrent les mouvements nationalistes de la petite bourgeoisie dans les pays pauvres.

Néanmoins, la lutte des opprimés a continué sa marche en avant, les peuples se sont libérés de l'odieux esclavage colonial, sans pouvoir remettre en cause, faute des perspectives révolutionnaires qu'auraient pu ouvrir les classes ouvrières des pays riches, la domination impérialiste.

## **L'actualité de la révolution, de la démocratie révolutionnaire**

Le basculement du monde était bien une victoire de l'impérialisme, liée à l'épuisement du contenu progressiste et démocratique du vieux mouvement ouvrier et des mouvements d'émancipation dont l'essor, parallèle à la naissance de l'impérialisme, avait abouti aux vagues révolutionnaires des années 1917-20 et anticoloniales après la deuxième guerre mondiale.

A la restauration du capitalisme en URSS a correspondu l'intégration croissante à la société bourgeoise des forces de l'ancien mouvement ouvrier et la faillite des régimes issus des révolutions anti-coloniales, confrontés à l'impossibilité dans le seul cadre national de mettre un terme au sous-développement dans lequel la domination coloniale les avait plongés.

Mais il n'a pas fallu longtemps pour que la propagande mensongère des prétendus tenants de la démocratie soit démentie par la réalité.

---

La victoire de l'impérialisme, loin d'assurer la paix, s'est traduite par le chaos des guerres dans lesquelles les Etats-Unis ont entraîné le reste du monde pour assurer leur hégémonie menacée, paradoxalement, à la suite de la disparition de l'URSS, et par l'entrée en scène de nouvelles puissances comme la Chine, l'Inde ou la Russie. L'avidité du capital financier, nourrie par l'intensification de l'exploitation des travailleurs mis en concurrence à l'échelle planétaire, a conduit à une crise systémique dont nous ne voyons à l'heure actuelle que les premiers ravages.

Les nouveaux maîtres du monde s'avèrent tellement incapables de résoudre les problèmes de la sauvegarde de la planète, qu'Angela Merkel, invitée par le Congrès américain à l'occasion du 20<sup>ème</sup> anniversaire de la Chute du Mur de Berlin, a choisi d'exhorter dans son discours, les Etats-Unis à agir pour le climat.

Le triomphe de la mondialisation capitaliste, loin d'avoir surmonté les contradictions du système, n'a fait que les porter à un degré d'acuité extrême, en particulier celle qui oppose la socialisation toujours plus grande de la production des biens et des services, de leur distribution, à la propriété privée capitaliste, détenue par une minorité toujours plus infime de la population.

En ce sens ce triomphe prépare un nouveau cycle de révolutions dans lesquelles la classe ouvrière, dont le renforcement à l'échelle mondiale a connu un développement extraordinaire à la faveur de la dernière grande révolution industrielle, est appelée à jouer pleinement son rôle émancipateur et démocratique.

Qu'on pense aux conditions dans lesquelles s'est déroulée la première grande vague de révolutions ouvrières de l'histoire, l'état d'arriération des pays qui étaient les plus modernes à cette époque, comme l'Allemagne, dont le film « *le Ruban blanc* » peut donner une idée. Quoi d'étonnant que, dans ces conditions, se soient imposés le règne de la bureaucratie et le culte de l'Etat ?

C'était, à l'aube du XX<sup>ème</sup> siècle, une gageure, de la même façon que le combat, deux générations plus tôt, des communards parisiens, dont Marx disait qu'ils « *étaient montés à l'assaut du ciel* ».

Aujourd'hui forte de centaines de millions de femmes et d'hommes qui sont au cœur des secteurs clés de toute l'économie mondiale, qui possèdent un niveau de culture considérable par rapport à ce qu'il était au début du XX<sup>ème</sup> siècle, la classe des salariés, « en soi » pourrait-on dire, est potentiellement en mesure de contrôler la marche de toute l'économie et d'en assurer l'appropriation collective, sociale, par son auto-organisation.

Les progrès qu'ont constitué soviets en Russie, conseils d'usine en Allemagne, comités dans l'Espagne de 1936, sont appelés à connaître un développement qui fera apparaître ces premières formes d'auto-organisation comme les balbutiements de la démocratie des grandes révolutions à venir.

***Galia Trépère***

**[Au sommaire](#)**